

**Union européenne - Politique
économique - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec le site
Euractiv.fr**

(Paris, 29 août 2017)

La conférence à laquelle j'ai participé - qui rassemblait des représentants des patronats italiens, espagnols et allemands - portait un titre que je n'aurais pas osé suggérer : «La France est-elle l'avenir de l'Europe ?». Si le gouvernement avait fait cela, on nous aurait taxés d'arrogance, mais il est vrai qu'aujourd'hui il y a une attente très forte en Europe vis-à-vis de la France depuis l'élection d'Emmanuel Macron, le premier président européen qui a gagné une élection sur un programme résolument et audacieusement pro-européen.

(Question)

R - La question des 3% de déficit est une question intéressante. Les critères de Maastricht ne nous sont pas venus de la Lune, nous avons contribué à leur fixation. Lorsque l'on dit : «Bruxelles a décidé de...», Bruxelles c'est nous. Ce sont toujours les États membres qui se mettent d'accord sur un principe. Respecter les critères de Maastricht, respecter les 3% de déficit, c'est respecter un engagement pris et c'est donc se mettre en mesure d'être écoutés, d'être influents, d'avoir de la marge de manoeuvre au niveau de l'Union européenne, au niveau où les grands problèmes se traitent.

Au-delà de cela, au niveau purement national, respecter ces engagements en matière de déficit, en matière d'endettement, c'est faire en sorte de ne pas faire porter par nos enfants ou nos petits-enfants nos négligences et nos laisser-aller d'aujourd'hui. Ce n'est pas pour faire plaisir à Bruxelles qu'il faut diminuer nos déficits, c'est pour gérer notre pays, pour ne pas laisser d'héritage négatif aux générations qui viennent et qui n'ont rien demandé.

Très simplement, l'ensemble de nos partenaires européens respecte le critère des 3% et l'ensemble de nos partenaires européens se sort de la crise plus vite et mieux que nous, en particulier en matière de lutte contre le chômage. On a cru longtemps qu'en s'épargnant le respect des critères de Maastricht, on serait capables d'assurer une relance et donc d'assurer le plein emploi. On a lamentablement échoué.

(Question)

R - Il faut sortir de cette idée, il faut libérer la croissance, il faut permettre davantage la création d'emplois. On ne peut plus être dans une politique qui consiste exclusivement à panser les plaies, à gérer les indemnisations des chômeurs, plutôt qu'à faire en sorte de créer le plus

d'emplois possibles dans le plus de secteurs porteurs possibles.

Ce que l'on voit dans l'euro baromètre lorsqu'on interroge les populations européennes sur leur confiance dans l'avenir de l'Union européenne, c'est une remontée spectaculaire, en particulier dans notre pays, où la confiance dans l'Union européenne - sur le plan économique notamment - est passée très au-dessus de la barre des 50% et a pris 15 points en quelques mois. Plus précisément, je dirais que le Brexit a servi de réveil à un certain nombre de gens qui caressaient l'idée de sortir de l'euro ou éventuellement même, de sortir de l'Union européenne en se disant : si l'on revenait à un monde d'avant, tout ne serait-il pas plus simple ?

D'un seul coup, on a vu les Britanniques prendre une décision et j'ose le dire, s'empêtrer dans leur décision. Cela ne fait envie à personne. Aujourd'hui au contraire, il y a davantage de solidarité, il y a la compréhension que les enjeux mondiaux nécessitent des réponses continentales. Ce n'est pas un pays - la France, l'Italie ou l'Allemagne - qui pourra répondre seul aux grands défis d'aujourd'hui. Que ce soient les grands défis commerciaux ou les grands défis numériques, quand on a des acteurs du numérique qui se comportent quasiment comme des États, que ce soient les grands défis de la lutte contre le réchauffement climatique, pour tous ces défis, il n'y a pas de réponses nationales, il n'y a que des réponses européennes. Cela veut-il dire que, parce qu'on est pro-européens, on se contente de l'Europe telle qu'elle est et que rien ne doit être réformé ni transformé ? Pas du tout.

(Question)

R - Vous avez raison, ce scepticisme reste présent dans nos sociétés, un certain nombre de nos concitoyens doutent, s'interrogent, sont mécontents de l'Europe telle qu'elle est.

Il faut la rendre plus efficace, plus protectrice, plus à l'écoute des citoyens, plus transparente et plus démocratique. C'est précisément notre mission. Tout d'abord, la croissance économique repart partout dans la zone euro, y compris en France. Les investissements doivent repartir encore davantage et c'est un sujet dont on parle notamment avec nos partenaires allemands, parce que la vertu et la rigueur allemande ont apporté beaucoup à l'Union européenne, mais aujourd'hui, face à un pays qui est en excédent budgétaire structurel, le besoin de davantage d'investissement est reconnu par la chancelière Angela Merkel.

L'Europe est capable de porter des projets de haut niveau, on l'a vu avec Airbus, avec Ariane. Elle doit avoir des champions européens, elle doit être présente dans la course et elle a tous les atouts.

Vous me demandez pourquoi avoir confiance, tout simplement parce qu'aujourd'hui l'Europe a tous les atouts pour réussir dans la compétition mondiale. Elle a une population formée et une démographie encore dynamique dans un pays comme la France, elle a des infrastructures de très bonne qualité, elle a du savoir-faire, elle a du dynamisme. C'est en elle-même qu'elle a besoin d'avoir confiance./.